PROVINCE DE QUÉBEC
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DES MILLE-ÎLES

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Séance ordinaire du conseil d'administration du Centre de services scolaire des Mille-Îles tenue le mardi 27 février 2024, à 19 h 30, à la salle Jacques-St-André du Centre multiservice de Sainte-Thérèse, 125, rue Beauchamp, Sainte-Thérèse

PRÉSENCES : Marie-Noël Boivin-Durand
Jérémy Chiron Escallier
Isabelle Cloutier
Patrick Courtemanche
Josée Ducharme
Josée Garneau
Lessead Jaziri, vice-président
Alain Jutras
Jude-Alain Mathieu
Edna Myrthil, présidente
Mélanie Villemaire
Simon Legault
Me Josiane Landry, secrétaire générale adjointe

Directeur général : Roch-André Malo

Secrétaire générale : M^e Marie-France Dion

Invités : Nathalie Denny, DGA
Lucie Mathieu, DGA
Yolande Vanier, DGA
Frédéric Greschner, DGA
Isabelle Cloutier, SEJ
Richard Coulombe, SEA – à distance
Denis Riopel, SRM
Isabelle Guay, SOST
Chantal Major, SRF
Isabelle Forest, SRH
Matthieu Riopel, SRTI

Absences : Dominique Sylvain
Isabelle Gonthier

1. POINTS STATUTAIRES

1.1. OUVERTURE DE LA SÉANCE ET CONSTATATION DU QUORUM

Les membres du conseil d'administration présents forment quorum sous la présidence de Mme Edna Myrthil, présidente. La secrétaire générale confirme que la procédure de convocation a été respectée.

Il est 19h30

2. ORDRE DU JOUR

2.1. ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR
Résolution n° CA-240227-467

M. Lessead Jaziri, vice-président, propose que le procès-verbal de la séance ordinaire du 12 décembre 2023 (point 5.1.1) soit retiré de l'agenda de consentement et soit ainsi déplacé au point 6.1.

Il est proposé par M. Chiron Escallier

D'ADOPTER le projet d'ordre du jour, tel que modifié, lequel comprend les sujets suivants, en plus des points statutaires :

1. Points statutaires
1.1. Ouverture de la séance et constatation du quorum
2. Ordre du jour
2.1. Adoption de l'ordre du jour
3. Séance publique d'information
3.1. Séance publique d'information : présentation du rapport annuel 2022-2023
4. Période de questions du public
5. Agenda de consentement
5.1. Procès-verbal de la séance du 6 février 2024 :
5.2.1 Adoption
5.2.2 Aucun suivi
5.2. Reddition de comptes du directeur général – Attribution de contrats de construction de plus de 1 M\$
6. Dossier(s) retiré(s) de l'agenda de consentement (le cas échéant)
6.1. Procès-verbal de la séance du 12 décembre 2023 :
5.1.1 Adoption
5.1.2 Aucun suivi
7. Services éducatifs
7.1. Secteur des jeunes
7.2. Secteur des adultes
8. Services administratifs
8.1. Ressources matérielles
8.1.1. Programme d'aide financière aux infrastructures récréatives, sportives et de plein air – Demande de subvention (volet 1) – École Jeune du monde – pour adoption
8.1.2. Programme d'aide financière aux infrastructures récréatives, sportives et de plein air - Demandes de subvention (volet 1) – Polyvalente Deux-Montagnes – pour adoption
8.1.3. Programme d'aide financière aux infrastructures récréatives, sportives et de plein air - Demandes de subvention (volet 1) – École secondaire Rive-Nord – pour adoption
8.2. Organisation scolaire et transport
8.2.1. Politique sur le maintien, la fermeture et les autres changements aux services éducatifs dispensés dans un établissement (OS-08) – adoption pour consultation
8.2.2. Politique sur le transport scolaire (OS-TR-01) – adoption pour consultation
8.3. Ressources financières
8.3.1. Orientations, objectifs, principes et critères de répartition des allocations (OOPC) pour l'année 2024-2025 – pour adoption
8.3.2. Services professionnels d'audit externe – Nomination pour 2023-2024 – pour adoption
8.4. Ressources humaines
8.5. Ressources des technologies de l'information
PAUSE
9. Secrétariat général
9.1. Comité des ressources humaines – Nomination d'un membre – Retour sur la résolution CA n° 231010-434 – pour adoption

10. Administration générale
10.1.
11. Information sur les travaux des comités
11.1. Comité des ressources humaines : bilan des travaux du 6 février 2024
11.2. Comité de gouvernance et d'éthique : bilan des travaux du 16 janvier 2024
11.3. Comité de vérification : bilan des travaux du 7 février 2024
11.4. Comité consultatif de transport : bilan des travaux du 17 janvier 2024
11.5. Comité de parents : procès-verbaux du 7 décembre 2023 et 18 janvier 2024
12. Information et question des membres du conseil d'administration
12.1. Information de la présidente
12.2. Information et faits saillants du directeur général
13. Autre
13.1. Varia
14. Clôture
14.1. Levée de l'assemblée

DE PERMETTRE à la présidence d'intervir l'ordre des sujets, selon son bon jugement.

Adopté

3. SÉANCE PUBLIQUE D'INFORMATION

3.1. SÉANCE PUBLIQUE D'INFORMATION : PRÉSENTATION DU RAPPORT ANNUEL 2022-2023

COMITÉ PLÉNIER

Résolution n° CA-240227-468

Il est proposé par Mme Mélanie Villemaire

DE SIÉGER en comité plénier pour la séance publique d'information portant sur la présentation du rapport annuel 2022-2023.

Adopté

La présidente, Mme Edna Myrthil, souligne le travail du président sortant, M. Gautier Njokou.

Le directeur général, M. Roch-André Malo, procède à la présentation du rapport annuel 2022-2023. Il souligne également le départ à la retraite de Mme Nathalie Joannette, directrice générale jusqu'au 1^{er} décembre 2023.

Mme Myrthil remercie toutes les personnes qui ont collaboré au rapport annuel 2022-2023 et qui, quotidiennement, participent à la réussite éducative des élèves.

SÉANCE PUBLIQUE

Résolution n° CA-240227-469

Il est proposé par M. Patrick Courtemanche

DE SIÉGER en séance publique.

Adopté

RAPPORT ANNUEL 2022-2023

Résolution n° CA-240227-470

Documents déposés :

- A) Avis public paru le 7 février 2024
- B) Rapport annuel 2022-2023 du CSSMI

ATTENDU que l'article 220.1 de la *Loi sur l'instruction publique* demande que le conseil d'administration du Centre de services scolaire tienne, au moins une fois par année, une séance publique d'information à laquelle est invitée à participer la population;

ATTENDU que, conformément à l'article 220 de la *Loi sur l'instruction publique*, le rapport annuel a été rendu public sur le site Internet du Centre de services scolaires des Mille-Îles (CSSMI) avant le 31 décembre 2023;

ATTENDU que l'avis public relatif à la tenue d'une séance d'information sur le rapport annuel 2022-2023 est paru le 7 février 2024 sur le site Internet du CSSMI ainsi que dans les journaux locaux L'Éveil, Le Nord Info et La Revue de Terrebonne.

ATTENDU que cette séance publique d'information s'est tenue le 27 février 2024 et que le public a eu l'occasion de poser ses questions aux membres du conseil d'administration;

Il est proposé par M. Jude-Alain Mathieu

DE RECEVOIR le rapport annuel 2022-2023 du Centre de services scolaire des Mille-Îles, tel que déposé au soutien de la présente résolution, pour valoir comme si au long récité;

DE VERSER ledit rapport annuel 2022-2023 au répertoire des décisions du conseil d'administration sous la cote 133.

4. PÉRIODE DE QUESTIONS DU PUBLIC

La secrétaire générale, M^e Marie-France Dion, expose les règles de la Période de questions du public.

Mme Bénédicte Soudry, à titre de parent et membre du comité de parents, interpelle les membres du conseil d'administration au sujet de deux formulaires d'autorisation parentale concernant l'environnement numérique d'apprentissage et la connexion à des ressources numériques avec authentification. Plus particulièrement, elle se questionne au sujet du respect de la législation applicable en matière de protection des données. De plus, elle s'interroge sur l'utilisation de l'application ClassDojo et du Mozaïk Portail Parents par le personnel scolaire. Il est à noter que l'allocation de Mme Soudry a été transmis aux membres avant la séance.

La secrétaire générale adjointe et responsable de la protection des renseignements personnels, M^e Josiane Landry, répond que des ententes sont signées pour les deux environnements numériques d'apprentissage (Google et Microsoft) et elles respectent les encadrements légaux en vigueur. Elle ajoute que les écoles sont déjà informées de ne plus utiliser ClassDojo et que CSSMI souhaite que Mozaïk Portail Parents soit davantage utilisé. Un suivi écrit à Mme Soudry sera effectué.

M. Francis L. Daigle, à titre de parent, interpelle les membres du conseil d'administration au sujet des services professionnels en classes adaptées et régulières, spécifiquement l'orthophonie et l'ergothérapie. Il se questionne sur l'absence de ces services malgré les besoins de certains élèves.

La directrice des services éducatifs aux jeunes, Mme Isabelle Cloutier, répond qu'il existe plusieurs modalités pour décliner l'offre de services au niveau des services complémentaires, notamment par le biais de professionnels ou d'autres partenaires externes. Ils peuvent aider l'équipe afin de mettre en place les interventions requises auprès des élèves. Mme Cloutier invite M. Daigle à revoir sa direction d'école et prend l'engagement de vérifier que celle-ci connaisse toutes les modalités et les ressources disponibles.

5. AGENDA DE CONSENTEMENT

5.1. ADOPTION DU PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE EXTRAORDINAIRE DU 6 FÉVRIER 2024

Résolution n° CA-240227-471

Il est proposé par Mme Josée Ducharme

D'ADOPTER tel quel le procès-verbal de la séance extraordinaire du 6 février 2024.

Adopté

5.2. REDDITION DE COMPTES DU DIRECTEUR GÉNÉRAL – ATTRIBUTION DE CONTRATS DE CONSTRUCTION DE PLUS DE 1 M\$

Quatre contrats de construction de plus de 1 M\$ ont été octroyés entre le 2 décembre 2023 et le 16 février 2024 par le directeur général. Un écrit à cet effet est déposé en information au cahier de la présente séance.

6. DOSSIER(S) RETIRÉ(S) DE L'AGENDA DE CONSENTEMENT (LE CAS ÉCHÉANT)

6.1. ADOPTION DU PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE ORDINAIRE DU 12 DÉCEMBRE 2023

Résolution n° CA-240227-472

Le vice-président, M. Lessead Jaziri, souhaite que soit retirée du procès-verbal la mention de Mme Isabelle Gonthier (point 6.1.1), au sujet de sa prise de position concernant l'application de la *Politique organisationnelle des services de garde* (SEJ-18).

Il est proposé par Mme Mélanie Villemaire

D'ADOPTER le procès-verbal de la séance ordinaire du 12 décembre 2023, tel que modifié.

Adopté

7. SERVICES ÉDUCATIFS

8. SERVICES ADMINISTRATIFS

8.1. Ressources matérielles

M. Lessead Jaziri mentionne qu'il se retirera du vote, le cas échéant, pour les deux dossiers qui concernent les écoles Jeunes du monde et Rive-Nord, puisqu'il siège sur les deux conseils d'établissement.

8.1.1. PROGRAMME D'AIDE FINANCIÈRE AUX INFRASTRUCTURES RÉCRÉATIVES, SPORTIVES ET DE PLEIN AIR – DEMANDE DE SUBVENTION (VOLET 1) – ÉCOLE JEUNE DU MONDE – POUR ADOPTION

Résolution n° CA-240227-473

Documents déposés :

- A) Formulaire de demande d'aide financière (PAFIRSPA – Programme d'aide financière aux infrastructures récréatives, sportives et de plein air)
- B) Lettre d'appui du directeur général du 4 décembre 2023

ATTENDU que le ministère de l'Éducation du Québec offre un Programme d'aide financière permettant de financer la réalisation de projets de rénovation, de mise aux normes, de construction ou d'aménagement d'infrastructures sportives et récréatives favorisant la pratique d'activités physiques;

ATTENDU que le Centre de services scolaire des Mille-Îles désire déposer une demande d'aide financière permettant de financer la réalisation de projets de rénovation, de mise aux normes, de construction ou d'aménagement d'infrastructures sportives et récréatives favorisant la pratique d'activités physiques, pour l'école Jeunes du monde;

ATTENDU que le Centre de services scolaire des Mille-Îles doit transmettre une résolution de son conseil d'administration approuvant la présentation de cette demande d'aide financière;

ATTENDU que l'école Jeunes du monde s'engage à n'accorder aucun contrat relatif à des coûts directs avant l'obtention d'une lettre d'annonce du ministre;

ATTENDU que l'école Jeunes du monde s'engage à conclure une entente de service avec la ville où elle est située afin que l'infrastructure soit accessible à l'ensemble de la population;

ATTENDU que l'école Jeunes du monde confirme son engagement à payer sa part des coûts admissibles au projet et à payer les coûts d'exploitation continue de ce dernier, à assumer tout dépassement de coûts généré par les travaux et à ne pas accorder de contrat relatif à des coûts directs avant la réception d'une lettre d'annonce du ministre;

ATTENDU que l'école Jeunes du monde s'engage à assumer sa part des coûts admissibles au projet;

ATTENDU que l'école Jeunes du monde s'engage à assumer tout dépassement de coûts généré par les travaux;

ATTENDU que l'école Jeunes du monde s'engage à exploiter et maintenir l'infrastructure en bon état;

ATTENDU que l'école Jeunes du monde s'engage à payer tous les coûts d'exploitation continue de l'infrastructure;

ATTENDU que l'école Jeunes du monde s'engage à appliquer les règles de fonctionnement du CSSMI, et les bonnes pratiques de gestion contractuelle;

ATTENDU que l'école Jeunes du monde s'engage à rendre les infrastructures accessibles à toute la population, sans être réservée uniquement aux membres de son organisation;

ATTENDU que l'école Jeunes du monde s'engage à effectuer une reddition de compte chaque année, au MEQ;

ATTENDU que le Centre de services scolaire des Mille-Îles désigne Monsieur Roch-André Malo, directeur général, comme personne autorisée à agir en son nom et à signer en son nom tous les documents relatifs au projet mentionné ci-dessus.

ATTENDU la recommandation de la Direction générale;

Il est proposé par M. Alain Jutras

D'AUTORISER le directeur général à déposer une demande d'aide financière au ministre de l'Éducation du Québec permettant de financer la réalisation de projets de rénovation, de mise aux normes, de construction ou d'aménagement d'infrastructures sportives et récréatives favorisant la pratique d'activités physiques, excluant les infrastructures de plein air, pour l'école Jeunes du monde;

D'AUTORISER le directeur général à signer tout document devant donner effet aux présentes;

DE VERSER toute documentation pertinente, incluant notamment les autorisations ministérielles s'il y a lieu, au répertoire des décisions du conseil d'administration sous la cote 134.

Adopté

8.1.2. PROGRAMME D'AIDE FINANCIÈRE AUX INFRASTRUCTURES RÉCRÉATIVES, SPORTIVES ET DE PLEIN AIR - DEMANDES DE SUBVENTION (VOLET 1) – POLYVALENTE DEUX-MONTAGNES – POUR ADOPTION

Résolution n° CA-240227-474

Documents déposés :

- A) Formulaire de demande d'aide financière (PAFIRSPA – Programme d'aide financière aux infrastructures récréatives, sportives et de plein air)
- B) Courriel d'appui de la Ville de Deux-Montagnes du 5 décembre 2023
- C) Lettre d'appui du directeur général du 4 décembre 2023

ATTENDU que le ministère de l'Éducation du Québec offre un Programme d'aide financière permettant de financer la réalisation de projets de rénovation, de mise aux normes, de construction ou d'aménagement d'infrastructures sportives et récréatives favorisant la pratique d'activités physiques;

ATTENDU que le Centre de services scolaire des Mille-Îles désire déposer une demande d'aide financière permettant de financer la réalisation de projets de rénovation, de mise aux normes, de construction ou d'aménagement d'infrastructures sportives et récréatives favorisant la pratique d'activités physiques, pour la Polyvalente Deux-Montagnes;

ATTENDU que le Centre de services scolaire des Mille-Îles doit transmettre une résolution de son conseil d'administration approuvant la présentation de cette demande d'aide financière;

ATTENDU que la Polyvalente Deux-Montagnes s'engage à n'accorder aucun contrat relatif à des coûts directs avant l'obtention d'une lettre d'annonce du ministre;

ATTENDU que la Polyvalente Deux-Montagnes s'engage à conclure une entente de service avec la ville où elle est située afin que l'infrastructure soit accessible à l'ensemble de la population;

ATTENDU que la Polyvalente Deux-Montagnes confirme son engagement à payer sa part des coûts admissibles au projet et à payer les coûts d'exploitation continue de ce dernier, à assumer tout dépassement de coûts généré par les travaux et à ne pas accorder de contrat relatif à des coûts directs avant la réception d'une lettre d'annonce du ministre;

ATTENDU que la Polyvalente Deux-Montagnes s'engage à assumer sa part des coûts admissibles au projet;

ATTENDU que la Polyvalente Deux-Montagnes s'engage à assumer tout dépassement de coûts généré par les travaux;

ATTENDU que la Polyvalente Deux-Montagnes s'engage à exploiter et maintenir l'infrastructure en bon état;

ATTENDU que la Polyvalente Deux-Montagnes s'engage à payer tous les coûts d'exploitation continue de l'infrastructure;

ATTENDU que la Polyvalente Deux-Montagnes s'engage à appliquer les règles de fonctionnement du CSSMI, et les bonnes pratiques de gestion contractuelle;

ATTENDU que la Polyvalente Deux-Montagnes s'engage à rendre les infrastructures accessibles à toute la population, sans être réservée uniquement aux membres de son organisation;

ATTENDU que la Polyvalente Deux-Montagnes s'engage à effectuer une reddition de compte chaque année, au MEQ;

ATTENDU que le Centre de services scolaire des Mille-Îles désigne Monsieur Roch-André Malo, directeur général comme personne autorisée à agir en son nom et à signer en son nom tous les documents relatifs au projet mentionné ci-dessus.

ATTENDU la recommandation de la Direction générale;

Il est proposé par Mme Marie-Noël Boivin-Durand

D'AUTORISER le directeur général à déposer une demande d'aide financière au ministre de l'Éducation du Québec permettant de financer la réalisation de projets de rénovation, de mise aux normes, de construction ou d'aménagement d'infrastructures sportives et récréatives favorisant la pratique d'activités physiques, excluant les infrastructures de plein air, pour la Polyvalente Deux-Montagnes.

D'AUTORISER le directeur général à signer tout document devant donner effet aux présentes

DE VERSER toute documentation pertinente, incluant notamment les autorisations ministérielles s'il y a lieu, au répertoire des décisions du conseil d'administration sous la cote 135.

Adopté

8.1.3. PROGRAMME D'AIDE FINANCIÈRE AUX INFRASTRUCTURES RÉCRÉATIVES, SPORTIVES ET DE PLEIN AIR - DEMANDES DE SUBVENTION (VOLET 1) – ÉCOLE SECONDAIRE RIVE-NORD – POUR ADOPTION

Résolution n° CA-240227-475

Documents déposés :

- A) Formulaire de demande d'aide financière (PAFIRSPA – Programme d'aide financière aux infrastructures récréatives, sportives et de plein air)
- B) Lettre du directeur d'établissement du 4 décembre 2023
- C) Lettre d'appui du directeur général du 4 décembre 2023

ATTENDU que le ministère de l'Éducation du Québec offre un Programme d'aide financière permettant de financer la réalisation de projets de rénovation, de mise aux normes, de construction ou d'aménagement d'infrastructures sportives et récréatives favorisant la pratique d'activités physiques;

ATTENDU que le Centre de services scolaire des Mille-Îles désire déposer une demande d'aide financière permettant de financer la réalisation de projets de rénovation, de mise aux normes, de construction ou d'aménagement d'infrastructures sportives et récréatives favorisant la pratique d'activités physiques, pour l'école secondaire Rive-Nord;

ATTENDU que le Centre de services scolaire des Mille-Îles doit transmettre une résolution de son conseil d'administration approuvant la présentation de cette demande d'aide financière;

ATTENDU que l'école secondaire Rive-Nord s'engage à n'accorder aucun contrat relatif à des coûts directs avant l'obtention d'une lettre d'annonce du ministre;

ATTENDU que l'école secondaire Rive-Nord s'engage à conclure une entente de service avec la ville où l'école est située afin que l'infrastructure soit accessible à l'ensemble de la population;

ATTENDU que l'école secondaire Rive-Nord confirme leur engagement à payer sa part des coûts admissibles au projet et à payer les coûts d'exploitation continue de ce dernier, à assumer tout dépassement de coûts généré par les travaux et à ne pas accorder de contrat relatif à des coûts directs avant la réception d'une lettre d'annonce du ministre;

ATTENDU que l'école secondaire Rive-Nord s'engage à assumer sa part des coûts admissibles au projet;

ATTENDU que l'école secondaire Rive-Nord s'engage à assumer tout dépassement de coûts généré par les travaux;

ATTENDU que l'école secondaire Rive-Nord s'engage à exploiter et maintenir l'infrastructure en bon état;

ATTENDU que l'école secondaire Rive-Nord s'engage à payer tous les coûts d'exploitation continue de l'infrastructure;

ATTENDU que l'école secondaire Rive-Nord s'engage à appliquer les règles de fonctionnement du CSSMI, et les bonnes pratiques de gestion contractuelle;

ATTENDU que l'école secondaire Rive-Nord s'engage à rendre les infrastructures accessibles à toute la population, sans être réservée uniquement aux membres de son organisation;

ATTENDU que l'école secondaire Rive-Nord s'engage à effectuer une reddition de compte chaque année, au MEQ;

ATTENDU que le Centre de services scolaire des Mille-Îles désigne Monsieur Roch-André Malo, directeur général comme personne autorisée à agir en son nom et à signer en son nom tous les documents relatifs au projet mentionné ci-dessus.

ATTENDU la recommandation de la Direction générale;

Il est proposé par M. Chiron Escallier

D'AUTORISER le directeur général à déposer une demande d'aide financière au ministre de l'Éducation du Québec permettant de financer la réalisation de projets de rénovation, de mise aux normes, de construction ou d'aménagement d'infrastructures sportives et récréatives favorisant la pratique d'activités physiques, excluant les infrastructures de plein air, pour l'école secondaire Rive-Nord.

D'AUTORISER le directeur général à signer tout document devant donner effet aux présentes

DE VERSER toute documentation pertinente, incluant notamment les autorisations ministérielles s'il y a lieu, au répertoire des décisions du conseil d'administration sous la cote 136.

Adopté

8.2. Organisation scolaire et transport

8.2.1. POLITIQUE SUR LE MAINTIEN, LA FERMETURE ET LES AUTRES CHANGEMENTS AUX SERVICES ÉDUCATIFS DISPENSÉS DANS UN ÉTABLISSEMENT (OS-08) – ADOPTION POUR CONSULTATION Résolution n° CA-240227-476

Documents déposés :

- A) *Projet de révision de la Politique sur le maintien, la fermeture et les autres changements aux services éducatifs dispensés dans un établissement (OS-08)*

ATTENDU les modifications proposées à la *Politique sur le maintien, la fermeture et les autres changements aux services éducatifs dispensés dans un établissement (OS-08)*;

ATTENDU que le conseil d'administration souhaite obtenir l'avis du comité de parents;

ATTENDU la recommandation de la Direction générale;

Il est proposé par Mme Josée Ducharme

D'ADOPTER, aux fins de consultation, le projet de révision de la *Politique sur le maintien, la fermeture et les autres changements aux services éducatifs dispensés dans un établissement (OS-08)*;

DE RECEVOIR l'avis du comité de parents en vue d'une décision au conseil d'administration lors de sa séance du 16 avril 2024;

DE VERSER lesdits documents au répertoire des décisions du conseil d'administration sous la cote 137.

Adopté

8.2.2. POLITIQUE SUR LE TRANSPORT SCOLAIRE (OS-TR-01)– ADOPTION POUR CONSULTATION Résolution n° CA-240227-477

Documents déposés :

- A) Projet de révision de la *Politique sur le maintien, la fermeture et les autres changements aux services éducatifs dispensés dans un établissement* (OS-08)

ATTENDU les modifications proposées à la *Politique du transport scolaire* (OS-TR-01);

ATTENDU que le conseil d'administration souhaite obtenir l'avis des conseils d'établissement, du comité de parents et des syndicats et associations;

ATTENDU la recommandation du comité consultatif de transport;

ATTENDU la recommandation de la Direction générale;

Il est proposé par Mme Josée Garneau

D'ADOPTER, aux fins de consultation, le projet de révision de la *Politique du transport scolaire* (OS-TR-01);

DE FIXER la période de consultation du 28 février au 5 avril 2024;

RECEVOIR les avis en vue d'une décision au conseil d'administration lors de sa séance du 16 avril 2024;

DE VERSER lesdits documents au répertoire des décisions du conseil d'administration sous la cote 138.

Adopté

8.3. Ressources financières

8.3.1. ORIENTATIONS, OBJECTIFS, PRINCIPES ET CRITÈRES DE RÉPARTITION DES ALLOCATIONS (OOPC) POUR L'ANNÉE 2024-2025 – POUR ADOPTION

Résolution n° CA-240227-478

La directrice du service des ressources financières, Mme Chantal Major, indique que le dossier des OOPC a été présenté au préalable au Comité de vérification le 7 février dernier.

M. Jutras questionne le retour aux établissements concernés d'un maximum de 50% de l'allocation annuelle allouée. Mme Major indique qu'il s'agit des mesures conventionnées, dont les surplus augmentent d'année en année.

Le directeur général, M. Malo, ajoute qu'un travail important a été fait avec les gestionnaires. L'objectif visé est de cesser d'accumuler des surplus et retourner l'argent dans les services aux élèves.

Documents déposés :

- A) Présentation des modifications proposées pour les Orientations, objectifs, principes et critères de répartition des allocations (OOPC) de l'année 2024-2025;
- B) OOPC 2023-2024 (à titre de référence)

ATTENDU que le comité de répartition des ressources a procédé à des travaux en vue de réviser les Orientations, objectifs, principes et critères de répartition des allocations entre les établissements pour l'année 2024-2025;

ATTENDU les modifications qui sont proposées pour l'année 2024-2025 par le comité de répartition des ressources;

ATTENDU que le comité de répartition des ressources a procédé à une collecte d'information auprès de l'ensemble des directions des établissements et des services, du comité consultatif des services aux élèves handicapés ou en difficulté d'adaptation ou d'apprentissage, et du comité paritaire pour les élèves à risque et pour les élèves handicapés ou en difficulté d'adaptation ou d'apprentissage;

ATTENDU les commentaires reçus lors de cette collecte d'information;

ATTENDU les articles 96.24, 110.13, 275 et 275.1 de la *Loi sur l'instruction publique*;

ATTENDU la présentation effectuée au comité consultatif de gestion le 20 février 2024;

ATTENDU la recommandation de la Direction générale;

ATTENDU les recommandations du comité de répartition des ressources du 16 janvier et 6 février 2024;

Il est proposé par Mme Mélanie Villemaire

D'ADOPTER les modifications proposées pour les Orientations, objectifs, principes et critères de répartition des allocations 2024-2025, tel que présenté.

D'ADOPTER la règle de transférabilité générale des surplus/déficits au 30 juin 2024.

Adopté

8.3.2. SERVICES PROFESSIONNELS D'AUDIT EXTERNE – NOMINATION POUR 2023-2024 – POUR ADOPTION

Résolution n° CA-240227-479

Documents déposés :

- A) Extrait du compte rendu de la séance du comité de vérification tenue le 7 février 2024 – Nomination 2023-2024
- B) Formulaire de soumission pour les années 2021-2022 à 2025-206

ATTENDU l'article 284 de la *Loi sur l'instruction publique* prévoyant que le Centre de services scolaire doit nommer un auditeur externe pour chaque année financière;

ATTENDU l'appel d'offres public n° 190AO2109 effectué en 2021-2022 pour l'obtention de services professionnels d'audit externe;

ATTENDU la recommandation de la Direction générale;

ATTENDU la recommandation émise par le comité de vérification, le 7 février 2024, quant à la nomination des auditeurs externes pour l'année 2023-2024;

Il est proposé par M. Patrick Courtemanche

DE RETENIR la firme Deloitte s.e.n.c.r.l./s.r.l. à titre d'auditeur externe pour l'exercice financier 2023-2024;

DE FIXER les honoraires relatifs à ce mandat conformément à l'appel d'offres public portant le n° 190AO2109.

Adopté

8.4. Ressources humaines

8.5. Ressources des technologies de l'information

9. SECRÉTARIAT GÉNÉRAL

9.1. COMITÉ DES RESSOURCES HUMAINES – NOMINATION D'UN MEMBRE – RETOUR SUR LA RÉOLUTION N° CA-231010-434 – POUR ADOPTION

Résolution n° CA-240227-480

Documents déposés :

- A) Résolution n° CA-201215-44 *Comité des ressources humaines – composition et nomination des membres*
- B) Résolution n° CA-231010-434 *Désignation des membres aux comités légaux*

ATTENDU que, le 15 décembre 2020, le conseil d'administration a déterminé la composition des membres du comité des ressources humaines en vertu de la résolution n° CA-201215-44, à savoir :

- trois (3) membres du conseil d'administration (CA), incluant un membre de la communauté. Dans la mesure du possible, si un membre de la communauté a été désigné au CA en raison d'une expertise spécifique s'apparentant au mandat du comité, il devrait faire partie de ce comité;
- deux (2) membres nommés par la directrice générale.

ATTENDU que, suivant la résolution n° CA-201215-44, il a été déterminé que les membres du CA représentant le personnel ne pourront pas siéger au comité des ressources humaines, étant donné la nature du mandat de ce comité et du fait que les membres du CA représentant le personnel pourraient avoir à s'abstenir de voter à ce sujet ;

ATTENDU que, le 10 octobre 2023, le conseil d'administration a nommé madame Émilie St-Jacques, membre de la communauté, au comité des ressources humaines, en vertu de la résolution n° CA-231010-434 ;

ATTENDU la démission de madame Émilie St-Jacques du conseil d'administration le 11 janvier 2024 ;

Il est proposé par M. Simon Legault

DE NOMMER M. Jérémie Chiron Escallier membre du comité des ressources humaines en remplacement de madame Émilie St-Jacques, de manière à ce que le comité des ressources humaines soit composé des trois (3) membres du conseil d'administration suivants :

- M^{me} Mélanie Villemaire
- M. Simon Legault
- M. Jérémie Chiron Escallier

DE RESCINDER, par conséquent, la résolution n° CA-231010-434 en partie.

Adopté

10. ADMINISTRATION GÉNÉRALE

11. INFORMATION SUR LES TRAVAUX DES COMITÉS

11.1. COMITÉ DES RESSOURCES HUMAINES : BILAN DES TRAVAUX DU 13 FÉVRIER 2024

M. Legault présente les ajustements en lien avec le projet de loi 23. Une présentation au niveau de la relève en gestion a été faite. Il souligne la qualité et la proactivité quant au recrutement fait par le service des ressources humaines.

11.2. COMITÉ DE GOUVERNANCE ET D'ÉTHIQUE : BILAN DES TRAVAUX DU 16 JANVIER 2024

M. Jaziri indique qu'une discussion a eu lieu concernant les évaluations des rencontres et les démissions récentes de membres au CA. De plus, les discussions se poursuivent au sujet de l'atelier du 19 mars prochain. Le travail se poursuit au niveau des règles de fonctionnement du CA.

11.3. COMITÉ DE VÉRIFICATION : BILAN DES TRAVAUX DU 7 FÉVRIER 2024

Mme Villemaire explique que les dossiers du service des finances ont été présentés au comité, en plus des différents mandats confiés à la vérificatrice interne.

11.4. COMITÉ CONSULTATIF DE TRANSPORT : BILAN DES TRAVAUX DU 17 JANVIER 2024

M. Jaziri fait état des renouvellements des contrats de transport et des modifications à apporter à la politique du transport scolaire, ainsi que de la campagne *m'as-tu vu?*

12. INFORMATION ET QUESTION DES MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

12.1. INFORMATION DE LA PRÉSIDENTE

Mme Myrthil souligne l'arrivée du directeur général adjoint, M. Frédéric Greschner, et félicite Jude-Alain Mathieu pour son récent prix de reconnaissance mentionné par les médias. Elle le remercie pour son implication.

Elle ajoute que le processus de probation du directeur général débutera sous peu, considérant que le MEQ n'a pas encore statué sur les processus depuis les modifications législatives.

Mme Myrthil termine en mentionnant avoir reçu l'écrit du comité de parent concernant la pétition à l'Assemblée nationale visant la politique organisationnelle sur les services de garde (sej-18).

12.2. INFORMATION DU DIRECTEUR GÉNÉRAL

Le directeur général, M. Malo, indique avoir reçu sept (7) avis de la protectrice régionale de l'élève. Il précise avoir discuté avec celle-ci afin que des ajustements soient faits mutuellement dans le traitement des dossiers.

Il ajoute qu'au sujet de l'éclipse du 8 avril prochain, le CSSMI a reçu divers avis provenant notamment du MEQ avant le choix d'une journée pédagogique.

En terminant, il mentionne que les équipes travaillent déjà à la mise en œuvre du PEVR. Celles-ci devront produire un plan de déploiement d'ici le 29 février. Le choix d'un outil, Planivore, a été fait dans le but de monitorer les travaux.

14. CLÔTURE

14.1. LEVÉE DE L'ASSEMBLÉE Résolution n° CA-240227-481

Il est proposé par M. Alain Jutras

DE LEVER la séance.

Adopté

Il est 21 h 04.

Edna Myrthil, présidente

M^e Marie-France Dion, secrétaire générale